

# Choisir la cause des femmes

## ÉDITO : Oui ou Non, mais votez !

Par Gisèle Halimi

Je sais. Lire sera long, difficile, et n'apportera peut-être pas de réponse sûre aux questions - essentielles pour notre avenir - que nous nous posons. 448 articles, 2 annexes, 34 protocoles, 34 « déclarations interprétatives », 5 déclarations d'États membres... Songez ! Je m'y suis attelée, nécessité fait loi. Et je me suis posé la question : « Cette Constitution prépare-t-elle une Europe de progrès pour les femmes ? ».

Déjà, la difficulté de sa lecture me semble contredire les grandes règles de la démocratie. Pour que le choix soit liberté et responsabilité, l'alternative doit être d'une clarté absolue. Ceci vaut pour les hommes et les femmes, comme d'autres valeurs - justice, progrès social... - dont l'impact forcément « mixte » est cependant inégal. Tant il est vrai que les femmes, toutes choses égales, souffrent d'un retard, d'une discrimination, dans (presque) tous les domaines. C'est leur triste spécificité, du public (pouvoir politique) au privé (violences dans le couple).

Par exemple, le travail. Que l'art. II.75. de la Constitution ait remplacé le droit à l'emploi ou le droit au travail (inclus dans notre Constitution nationale et nos lois) par celui « de travailler » ou « de chercher un emploi » me laisse perplexe. Pourquoi cette nuance, qui d'ailleurs n'en est pas une ? Comment les femmes - toujours plus chômeuses, sous-payées, sous-qualifiées, cantonnées dans le temps partiel et la flexibilité - pourraient-elles y voir l'avancée sociale que chantent les tenants du oui ?

### Un certain article I.52.3.

Notion « mixte » aussi mais ayant des répercussions particulières pour les femmes : la laïcité. Source de tolérance, mère de nos libertés républicaines et ouverture vers nos choix de société. Après trois lectures laborieuses, je ne trouve trace ni du mot, ni du principe. Certes l'art. II 7 reconnaît à chacun sa liberté de conscience et de religion. Mais le mot laïcité - fondement de la République française - semble, par son absence, signifier un changement. D'autant qu'en chemin, je me cogne à un certain art. I 52.3. : « L'union européenne maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les organisations religieuses ». Diable (si je puis dire... ou écrire) !

Ainsi donc les églises - qui dans toutes les religions (monothéistes) ont infériorisé la femme, étouffé, nié ou stigmatisé sa sexualité, son droit au plaisir, son droit de choisir de donner (ou non) la vie, sont sacrées interlocutrices privilégiées pour l'Europe de demain ! Exit donc le principe de laïcité, cher à nos souvenirs d'élèves de l'école communale.

### Le « droit à la vie », proclamation suspecte

Relisant et avançant (lentement) je bute sur la proclamation du « droit à la vie » (art. II.62.). Proclamation suspecte, équivoque, dangereuse si l'on se souvient que, figurant déjà dans la Convention européenne des droits de l'Homme, elle a, dans le passé, permis quelques offensives intégristes - l'ancien Garde des Sceaux, Jean Foyer, à leur tête - contre le droit à l'avortement<sup>1</sup>.

Et plus récemment, l'amendement Garraud, cette escarmouche hypocrite contre l'IVG... Face à ce « droit à la vie » - qui évoque fortement les « laissez-les vivre » chez nous ou les « prolife » meurtriers d'outre-Atlantique - pas un mot sur le droit des femmes de choisir leurs maternités (contraception, avortement). Oubli ? Concession à la Pologne, Malte ou l'Irlande ? Volonté d'introduire un peu d'ordre moral à l'européenne ?

S'il ne s'agit que d'un faux pas - nos amis du oui vous le diront, rediront avec humilité - le texte est perfectible. Si les citoyens maîtrisent la dynamique du changement, alors...

J'ai donc voulu en savoir davantage sur la procédure de révision. Las ! J'ai appris que toute innovation, amélioration, suppression, addition d'un article, d'un mot serait soumise à la **loi de l'unanimité**. C'est à dire que 25 pays aujourd'hui, 30 bientôt, devront s'accorder sur le mot, l'amendement, l'article (art. IV.443.).

Je me raccroche alors à ce fameux droit de pétition. Un million de signatures suffira à saisir le Conseil européen d'une demande de changement (I.47.4). Un million d'européens sur quatre cent cinquante, ça peut se trouver... mais pour dire ou faire quoi ? Réponse : simplement pour exprimer un vœu et non décider du changement. La pétition peut finir à la corbeille à papiers (étoilée). Aucune procédure démocratique n'est prévue pour son aboutissement. *Je me sens confrontée à une énorme tricherie, habillée d'oripeaux démocratiques.*

Je sombre dans le pessimisme. Verrouillage de l'espérance commune. Car comment convaincre un pays qui ne veut ni de l'euro, ni du volet social de Maastricht (le Royaume-Uni) ou celui qui bannit le divorce (l'Irlande) ou encore ceux qui criminalisent la contraception et l'avortement (la Pologne, Malte, Chypre...), ces Européens pour lesquels la seule loi suprême est l'existence d'un « **marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée** » (art. I.3.2) ?

### **Nous ferons l'Europe. Mais pas à n'importe quel prix**

Les femmes - je parle des plus nombreuses, celles de l'emploi précaire, de la double journée, de la dépendance tous azimuts - pourront-elles progresser sous cette loi d'airain ? Je m'interroge. D'autant que le fameux *principe d'égalité homme/femme me paraît, dans ce texte, plus obscur que jamais*. (N'a pas sa place dans la première liste des **valeurs** de l'Union ?). Mais « caractérise » la société (art. I.2al. 1 et 2).

Pourquoi ? La lutte contre la prostitution, comme le droit à l'avortement ne ressortissent pas à l'égalité avec les hommes mais à la spécificité du sexe féminin.

Pour me remonter le moral, je me suis réfugiée dans « la » question. La nôtre, celle de CHOISIR. Pourra-t-on au moins œuvrer pour notre « **clause de l'Européenne la plus favorisée** » ? **C'est la bataille que CHOISIR mène depuis les années 1980.**

Unifier, harmoniser par le haut la condition des européennes en les faisant bénéficier, dans tous les domaines, du droit le plus évolué et le plus respectueux de leur liberté pratiqué dans chaque pays d'Europe. Cette démarche se heurtera d'abord - je l'ai dit - au handicap qui confine au couperet de l'irrecevabilité. La règle de l'unanimité pour toute modification du texte. Mais si le miracle se produisait, la Constitution nous le permettrait-elle ? Réponse : « la loi ou loi-cadre européenne ne comporte pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires dans les États membres » (art. III.207). Défense donc d'harmoniser vers le haut.

Notre Européenne reste dans les limbes.

Il faut lire, réfléchir. Et voter. Oui ou non, votez. Les femmes ont chèrement conquis le droit aux urnes, alors ne vous abstenez pas.

**Le OUI nous engage pour une durée illimitée (art IV.446). Le NON nous oblige à renégocier. Et oblige tous nos partenaires à le faire. Imagine-t-on une Europe dont la France serait exclue, ou absente ? Et le Royaume-Uni, s'il rejette la Constitution ? En vérité, ni chaos, ni**

apocalypse. Mais un nécessaire retour vers la clarté, la démocratie, la justice sociale. Les femmes ont besoin d'Europe. Et nous la ferons. Mais pas à n'importe quel prix.

1. La convention Européenne des Droits de l'Homme ne réunit que des principes. La Constitution Européenne impose des politiques. *Les politiques de l'Union*, Titre III.